Département fédéral de l'économie
(DFE)

**Directives du DFE concernant
l'accréditation des hautes écoles
spécialisées et de leurs filières d'études
(directives d'accréditation des hautes
écoles spécialisées)**

Rapport explicatif pour l'audition

Berne, en août 2006

Table des matières

I. Remarques préliminaires.....	3
A. But de l'accréditation	3
B. Situation initiale	3
II. Explications détaillées	5
A. En général	5
B. Examen	6
C. Autres dispositions	8
III. Dispositions transitoires	9
IV. Annexe	9

I. Remarques préliminaires

A. But de l'accréditation

Le but de l'accréditation est d'assurer la qualité des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études, conformément aux prescriptions légales et aux normes liées au contenu¹. La procédure d'accréditation vérifie en premier lieu la bonne adéquation entre les objectifs fixés et les objectifs à atteindre. La tâche prioritaire des hautes écoles est de définir les contenus des normes qui seront examinées et de prouver aux groupes d'experts (pairs) la plausibilité des objectifs et la plausibilité de la mise en œuvre.

Une accréditation doit fournir aux étudiants, aux employeurs et aux hautes écoles une information fiable sur la qualité des institutions de formation de droit public et de droit privé. Elle doit aussi améliorer la transparence en ce qui concerne les filières d'études bachelor et master. Les résultats de la procédure d'expertise doivent fournir des indications importantes aux hautes écoles spécialisées pour leur développement futur. Une accréditation a pour vocation de couvrir les aspects de l'assurance de la qualité et du développement de la qualité. Le résultat de la procédure d'accréditation peut être une accréditation, une accréditation assortie de conditions ou un rejet de l'accréditation. Une accréditation est sanctionnée par un titre délivré par le Département fédéral de l'économie (DFE)². L'accréditation est la condition que doit remplir la filière d'étude ou la haute école spécialisée pour obtenir l'autorisation définitive³.

B. Situation initiale

Le 17 décembre 2004, les Chambres fédérales ont approuvé la révision partielle de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES ; RS 414.71). Le délai référendaire ayant expiré sans avoir été utilisé, elle est entrée en vigueur le 5 octobre 2005.

Selon la volonté du législateur, la Confédération est responsable de l'assurance qualité de la formation et de l'accréditation des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études. Il a fixé à l'article 17a les lignes directrices suivantes :

- la Confédération, les cantons et les hautes écoles spécialisées assurent et encouragent la qualité de la formation ;
- le DFE est l'autorité d'accréditation compétente ;
- le DFE peut convenir avec les cantons de déléguer à des tiers l'examen des demandes d'accréditation et, sur demande et dans des cas dûment motivés, l'accréditation de certaines filières ;
- le DFE édicte des directives sur l'accréditation ;
- la Confédération prend à sa charge les frais de l'examen des demandes et de l'accréditation ;
- en cas de délégation complète de l'accréditation (examen de la demande et décision d'accréditation), la Confédération prend à sa charge 50 % au plus des frais imputables.

¹ L'accréditation atteste en général d'un niveau de qualité défini (conditions minimales la plupart du temps), ce qui n'exclut pas qu'une haute école spécialisée demande aussi l'examen de normes plus élevées ou maximales (excellence).

² Art. 7, al. 3, let.a, LHES.

³ Art. 14, al. 2, let. f^{bis}, LHES.

Selon la terminologie employée à l'art. 17a LHES, la procédure d'accréditation se compose de deux éléments :

1. l'examen des demandes ;
2. l'accréditation, comme acte officiel, sous la forme d'une décision formelle.⁴

L'accréditation d'une haute école spécialisée ou d'une filière d'études se déroule selon les possibilités suivantes :

1. le DFE examine et accrédite ;
2. des agences externes examinent et le DFE accrédite ;
3. sur demande motivée, des agences reconnues examinent et accréditent (possible seulement pour les filières d'études).

Ce modèle d'accréditation ouvert, prévu par la loi, est conforme au développement européen⁵. La convention d'accréditation entre la Confédération et les cantons⁶ stipule que l'examen des demandes d'accréditation peut être délégué à une agence d'accréditation reconnue (ci-après agence). Le cadre légal respecte également la Déclaration de Bologne, par le fait que les pays participants s'engagent à mettre en place des systèmes d'accréditation et d'assurance de la qualité organisés avec systématique dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Plusieurs pays européens disposent déjà d'agences d'accréditation qui, bien qu'indépendantes, sont financées par des fonds publics. Actuellement, en Europe, c'est en Allemagne que l'on compte le plus grand nombre d'agences.⁷ Il existe aussi des agences privées ou des associations d'accréditation à vocation internationale pour les formations d'ingénieurs⁸, pour les formations MBA⁹ et pour l'architecture¹⁰, entre autres.

Il est dans l'intérêt des hautes écoles spécialisées que la plupart des agences étrangères puissent aussi accréditer des filières d'études suisses, dans le cadre de prestations. Bien qu'il n'existe pas encore de prestataires spécifiques aux régions francophones et italophones, des agences allemandes sont en mesure d'effectuer leur procédure d'accréditation en français aussi.¹¹ La Confédération doit garantir à toutes les hautes écoles spécialisées qui ne souhaitent

⁴ Les agences allemandes font la distinction entre le traitement des demandes (souveraineté des *Länder*) et la procédure d'accréditation proprement dite, effectuée par des agences accréditées, lesquelles prennent aussi simultanément la décision d'accréditation.

⁵ Le Conseil de l'Union européenne a adopté une recommandation, en décembre 2005, concernant la poursuite de la collaboration européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur. Il est recommandé en particulier que les États membres encouragent la création d'un « registre européen des agences de garantie de la qualité » et donnent toute latitude aux établissements de l'enseignement supérieur pour choisir une agence parmi celles figurant sur le registre (pas nécessairement parmi les agences nationales). Voir à ce sujet : Conseil de l'Union européenne, Affaires générales, Bruxelles, 30 janvier 2006 (communiqué de presse), p.15.

⁶ Convention du 2006 entre le Département fédéral de l'économie (DFE) et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) sur la reconnaissance des agences d'accréditation.

⁷ Ci-après, la liste des agences accréditées par le Conseil d'accréditation : l'Agence pour l'assurance qualité par l'accréditation de filières d'études (Agentur für Qualitätssicherung durch Akkreditierung von Studiengängen, AQAS) ; l'Agence d'accréditation pour les filières d'études en sciences de l'ingénieur, de l'informatique, des sciences naturelles et des mathématiques (Akkreditierungsagentur für Studiengänge der Ingenieurwissenschaften, der Informatik, der Naturwissenschaften und der Mathematik, ASIIN) ; l'Agence d'accréditation des filières d'études des domaines de la pédagogie curative, des soins infirmiers, de la santé et du social (Akkreditierungsagentur für Studiengänge im Bereich Heilpädagogik, Pflege, Gesundheit und Soziale Arbeit e.V., AHPGS) ; l'Institut d'accréditation, de certification et d'assurance qualité (Akkreditierungs-, Zertifizierungs- und Qualitätssicherungs-Institut, ACQUIN) ; la Fondation pour l'accréditation en administration commerciale internationale (Foundation for International Business Administration Accreditation, FIBAA) ; l'Agence centrale d'évaluation et d'accréditation, Hannover (Zentrale Evaluations- und Akkreditierungsagentur Hannover, ZEVA).

⁸ Par exemple : Accreditation of European Engineering Programmes and Graduates (EUR-ACE) et Fédération Européenne d'Associations Nationales d'Ingénieurs (FEANI).

⁹ Par exemple : l'agence américaine Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB), l'agence britannique Association of MBAs (AMBA) ou l'agence européenne European Quality Improvement System (EQUIS).

¹⁰ L'association allemande d'accréditation pour les filières d'études de l'architecture et de la planification (ASAP) développe des normes spécifiques à la branche pour la formation dans les universités et dans les hautes écoles spécialisées, selon des critères internationaux et elle collabore avec des agences accréditées.

¹¹ ACQUIN, par exemple.

ou ne peuvent recourir à une agence étrangère la possibilité de se faire accréditer. Dans la perspective du paysage suisse des hautes écoles, il convient de clarifier si l'aménagement d'un organe national d'accréditation commun aux hautes écoles spécialisées et aux universités est réalisable et si, dans le cadre d'une convention, cette tâche peut être confiée à l'organe d'accréditation indépendant des hautes écoles suisses (OAQ).¹²

Les présentes directives concernant l'accréditation des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études ont été élaborées sur la base des documents de référence suivants : la LHES et ses actes législatifs subséquents, les directives pour l'accréditation des universités suisses¹³ et les pratiques européennes¹⁴. La *Peer Review 2001-2003*¹⁵ a servi de référence principale dans l'aménagement et la validation des normes. Toutes les hautes écoles spécialisées et leurs filières d'études des domaines de la technique, de l'économie et du design s'étaient soumises à un examen de la qualité à cette occasion. Les directives sur l'accréditation constituent de ce fait la version générale abstraite de la pratique en vigueur.

Les directives sur l'accréditation sont consciemment formulées de manière ouverte, afin de laisser une marge de manœuvre suffisante pour le développement des principes et des critères d'accréditation. L'office fédéral suivra attentivement l'évolution nationale et internationale et il actualisera les directives si besoin est.¹⁶

II. Explications détaillées

A. En général

A.1 Objet des directives

Les directives énoncent les principes de la procédure d'accréditation des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études (examen des demandes et décision d'accréditation). Elles clarifient également les principales interfaces entre les principaux acteurs et les institutions.

A.2 Domaines à examiner

Pour les domaines d'examen de l'accréditation, conformément à la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées, on fait la distinction entre hautes écoles spécialisées et filières d'études (des programmes d'études consécutifs comprenant un diplôme bachelor et un diplôme master,

¹² Le OAQ est un organe créé par la Conférence universitaire suisse (CUS). Cette dernière est aussi l'instance décisionnelle en matière d'accréditations.

¹³ Conférence universitaire suisse (CUS). Directives pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles universitaires en Suisse, Berne, 16 octobre 2003.

¹⁴ European Association for Quality Assurance in Higher Education (ENQA) : Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area, Helsinki 2005 (Réseau européen pour le management de la qualité dans l'enseignement supérieur, ENQA: Références et lignes directrices pour le management de la qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur) ; European consortium for accreditation. Code of Good Practice for the Members of the European Consortium for Accreditation in Higher Education (ECA) (Consortium européen des agences d'accréditation, code de bonne pratique) ; conférence annuelle qui s'est tenue à Zurich en 2004.

¹⁵ Sous la conduite de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) et de la Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (CFHES).

¹⁶ La discussion européenne sur l'accréditation permettra de clarifier si des programmes (filières d'études), des départements, des processus, des systèmes d'assurance de la qualité ou des institutions doivent être accrédités et dans quelle mesure les accréditations peuvent contribuer au développement de la qualité. La tendance se dessine en faveur de la poursuite de l'examen de quelques programmes par échantillonnage, cette méthode ne pouvant pas être remplacée par un examen de l'institution ou du système. Dans le cadre du paysage suisse des hautes écoles, il faudra encore clarifier la forme que devrait prendre un système de qualité uniforme applicable à toutes les hautes écoles.

ainsi que des filières d'études bachelor et master autonomes)¹⁷. Afin de maintenir dans des limites acceptables la charge de travail liée à la procédure, les demandes d'accréditation pour des filières d'études de même nature (concernant le même domaine d'études) peuvent être traitées dans le cadre d'une procédure unique, par le même groupe d'experts. Des éléments d'ordre structurel communs à plusieurs filières sont examinés dans le cadre d'une procédure coordonnée et simplifiée : des accréditation en grappes, des accréditations groupées ou des accréditations modulaires sont les termes les plus couramment utilisés à ce propos¹⁸.

Les procédures décrites ci-dessus sont possibles quand l'examen concerne des entités clairement définies. La priorité doit être donnée à une représentation institutionnelle des structures de responsabilités dans les descriptifs de la haute école spécialisée¹⁹ et à la possibilité de répartir les résultats par rapport aux domaines d'examen définis par la loi : haute école spécialisée ou filière d'études.

B. Examen

B.1 Références

Les références énoncées dans l'annexe définissent pour les agences reconnues un cadre minimal généralement appliqué. Leur contenu se réfère aux prescriptions légales relatives aux hautes écoles spécialisées (loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées et actes législatifs subséquents ainsi que dispositions s'y rapportant) ; du point de vue formel, elles se basent sur les normes valables dans le domaine universitaire²⁰ et sur la pratique européenne²¹. Les directives de l'UE s'appliquent par ailleurs aux professions réglementées du domaine de la santé.

Pour les programmes d'études transfrontaliers internationaux, il faut observer en plus les recommandations de l'OCDE/UNESCO.²²

B.2 Examen des demandes

L'examen des demandes suit une procédure en trois étapes, conformément aux pratiques internationales. D'abord, la haute école spécialisée qui dépose la demande procède à une auto-évaluation. Ensuite, un groupe d'experts effectue une expertise externe qui consiste généralement en une visite sur place de deux jours puis, il rédige un rapport écrit avec une recommandation d'accréditation à l'intention de l'agence reconnue ou de l'organe mandaté. Cette dernière soumet ses résultats avec la recommandation d'accréditation à la haute école spécialisée pour prise de position.

¹⁷ Des études master à titre de formation continue peuvent être accréditées volontairement, sans le soutien financier de la Confédération.

¹⁸ Les expériences de ces dernières années ont montré que les procédures de vérification de la qualité étaient trop fortement axées sur l'enseignement. La mise en route d'un processus durable d'amélioration de la qualité nécessite le recours à des procédures plus complètes qui ne se limitent pas au domaine de l'enseignement (et de la filière d'études) et qui examinent les interactions avec les autres domaines (recherche, prestations de services et formation continue).

¹⁹ La procédure doit indiquer clairement les niveaux de responsabilités de chaque domaine d'examen.

²⁰ Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS), Directives du 16.10.2003 pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles universitaires en Suisse.

²¹ Cf. Références Enqa, p.22 à 26 ; Eca, Code of Good Practice, p. 5 à 8. Pour les normes pour l'accréditation des hautes écoles spécialisées, voir annexe.

²² Cf. OCDE/UNESCO, Lignes directrices pour un enseignement supérieur transfrontalier (Recommendations concerning Guidelines for Quality Provision in Cross-Border Higher Education). Paris, 5 décembre 2005. Pour les programmes d'études internationaux transfrontaliers et pour les programmes joint master, la procédure doit être coordonnée entre les pays concernés.

B.3 Prise en compte des précédentes procédures d'évaluation de la qualité

Les résultats de précédentes vérifications de la qualité (certification ISO, EFQM, etc.) peuvent être pris en compte lors de l'examen de la demande s'ils ne datent pas de plus de trois ans et s'ils correspondent aux directives en question en matière d'assurance qualité. L'agence mandatée pour examiner la demande décide dans quelle mesure elle va prendre en compte ces résultats ainsi que de l'importance à leur donner pour la procédure.

B.4 Décision d'accréditation

Après l'examen, l'agence reconnue soumet son rapport avec la recommandation d'accréditation à l'office fédéral. Elle joint au rapport les documents importants permettant l'évaluation des résultats (auto-évaluation de la haute école spécialisée qui a déposé la demande, rapport écrit du groupe d'experts avec la recommandation, prise de position de la haute école spécialisée et, si existant, le rapport de synthèse de l'agence). Les décisions d'accréditation possibles sont au nombre de trois: accréditation, accréditation assortie de conditions ou rejet de l'accréditation.

La participation prévue à l'article 24, alinéa 2, lettre d, LHES de la Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (CFHES) en cas de délégation à des tiers de l'examen des demandes d'accréditation est prise en compte avant la publication de la décision d'accréditation par le DFE.

B.5 Accréditation

Si l'accréditation est accordée sans réserve, cela signifie que la haute école spécialisée ou que la filière d'études ne présente aucune lacune fondamentale, que ce soit au niveau du contenu ou au niveau structurel. Cependant, toute institution ou toute filière d'études étant amenées à se développer, le rapport d'expertise peut émettre des recommandations. L'accréditation est valable pour une durée de sept ans au maximum. Au terme de cette période, il faut procéder à un renouvellement de l'accréditation, dont les modalités seront définies en temps opportun par la Confédération et par les cantons et adaptées au paysage suisse des hautes écoles.

B.6 Accréditation assortie de conditions

Lors d'une accréditation assortie de conditions, l'institution ou la filière d'études présente des inexactitudes ou des lacunes sur le plan structurel ou des contenus, inexactitudes qui doivent être comblées, afin d'assurer la qualité. En règle générale, les conditions doivent être remplies en l'espace d'un an. Il est recommandé à la haute école spécialisée de définir et d'approuver un catalogue de mesures pour la mise en œuvre des conditions (suivi). Si les conditions ne sont pas remplies au terme du délai imparti, le DFE décide, à la demande de l'agence reconnue, d'une prolongation éventuelle du délai, de l'adaptation des conditions ou de la révocation de l'accréditation.

B.7 Rejet de l'accréditation

En cas de lacunes graves, un rejet peut être prononcé. Une période de suspension de deux ans pour remédier aux lacunes fondamentales constatées est conforme aux pratiques européennes.

B.8 Document d'accréditation

Lors d'une accréditation, le DFE ou, en cas de délégation de la décision d'accréditation, l'agence reconnue établit un document signé qui atteste de l'atteinte de la norme de qualité définie dans les directives et qui stipule les éventuelles conditions (label de qualité).

C. Autres dispositions

C.1 Frais

La Confédération prend à sa charge les frais de l'examen des demandes d'accréditation et les frais des décisions d'accréditation par le DFE. Les dépenses internes de la haute école spécialisée impliquée découlant de la procédure d'accréditation ainsi que les procédures d'accréditation qui ne sont pas prescrites par la loi et qui sont démarrées à l'initiative de la haute école spécialisée ne sont pas prises en charge par la Confédération²³.

Si l'examen de la demande est délégué à un tiers, la haute école spécialisée peut remettre la facture de l'agence portant sur les prestations fournies dans le cadre de la demande à l'office fédéral pour indemnisation²⁴.

Si la décision d'accréditation est déléguée à un tiers, l'office fédéral rembourse la haute école spécialisée, sur demande, à hauteur de 50 % au plus des coûts imputables qui en résultent, conformément à l'accomplissement contractuel des tâches pour l'examen de la demande et pour l'accréditation. Sur la base des indications figurant à l'article 17a, alinéa 4, LHES, la Confédération ne prend à sa charge que la moitié des coûts de l'ensemble de la procédure d'accréditation (examen de la demande et décision) dans le cas de l'externalisation d'une décision d'accréditation à une agence reconnue.

C.2 Information

Une information transparente sur la qualité des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études est importante pour le public, pour les étudiants et pour l'économie. À cet effet, l'office fédéral publie une liste des hautes écoles spécialisées et des filières d'études accréditées. Cette liste doit indiquer, outre la décision, les éventuelles conditions munies de la date. Demeurent réservées des informations confidentielles et des décisions négatives, lesquelles sont soumises à la loi sur la protection des données en vertu de l'article 15 des présentes directives.²⁵

Les résultats de l'examen des demandes (rapports d'expertise) sont publiés directement par l'agence, sous une forme appropriée.²⁶

C.3 Obligation d'aviser

Tout changement fondamental au sein d'une entité accréditée doit être communiqué à l'office fédéral, afin que ce dernier puisse examiner l'opportunité d'une nouvelle évaluation (partielle) et si oui, dans quelles proportions. Sont considérés comme changements fondamentaux, la fusion de filières d'études ou un remaniement en profondeur du programme (curriculum).

²³ Voir circulaire d'information de l'OFFT adressée le 6 juin 2006 aux organes responsables concernant l'accréditation dans les hautes écoles spécialisées. Cela concerne p. ex. les filières d'études dont les diplômés ont été reconnus sur la base d'une procédure de Peer-Review ou d'une procédure de reconnaissance de la CDIP/CDS parce que ces filières ont été soumises à un contrôle de qualité comparable à une procédure d'accréditation.

²⁴ La Confédération prend en charge uniquement les coûts de procédures achevées. Si une haute école spécialisée retire sa demande en cours de procédure (cette possibilité est donnée par certaines agences), elle doit assumer elle-même les coûts.

²⁵ Conformément à la juridiction sur la protection des données, la publication de décisions négatives est soumise soit à une base légale, soit à l'approbation des organes concernés. Au plan international, la pratique veut que seules les décisions positives soient publiées.

²⁶ Dans la mesure où une publication sur Internet (seulement) est souhaitée, il suffit que l'office fédéral mette un lien approprié vers les rapports collectifs des agences.

Si des lacunes graves au plan de la qualité dans les entités examinées (départ d'enseignants qualifiés qui ne sont pas remplacés, mise en œuvre lacunaire de la stratégie de recherche) ne sont pas comblées dans les délais fixés, le DFE peut révoquer l'accréditation.

C.4 Procédure et protection juridique

L'accréditation des hautes écoles spécialisées relève du droit fédéral, c'est pourquoi les dispositions de la loi fédérale sur la procédure administrative doivent également être appliquées à la procédure, dans la mesure où aucunes réglementations particulières n'ont été édictées. La haute école spécialisée peut recourir contre des décisions qui ont pour objet des accréditations auprès du Tribunal administratif fédéral, indépendamment du fait que ces décisions émanent du DFE ou d'une agence reconnue.

C.5 Secret et protection des données

Tous les services et toutes les personnes qui sont en charge de l'accréditation sont tenus de traiter de manière confidentielle les informations concernant les hautes écoles spécialisées et les filières d'études. Les experts participant aux procédures d'examen sont soumis à une obligation qualifiée de garder le secret par rapport aux informations qui leur sont confiées. Les dispositions de la loi sur la protection des données s'appliquent par analogie au traitement des données d'accréditation.

III. Dispositions transitoires

Les directives ne contiennent sciemment pas de dispositions transitoires. La comparabilité des procédures de reconnaissance de diplômes (filières d'études qui ont été soumises à une Peer Review ou à une procédure de reconnaissance de la CDIP/CDS) avec les procédures d'accréditation ainsi que la reconnaissance rétroactive d'accréditations antérieures à la date d'entrée en vigueur des directives, seront réglées dans une décision séparée du DFE.

IV. Annexe

Normes pour l'accréditation des hautes écoles spécialisées et des filières d'études

Remarques générales

En matière d'accréditation des hautes écoles spécialisées et de leurs filières, la qualité des unes et des autres est vérifiée à l'aide de normes et de critères. Les normes présentées dans la suite se scindent en normes de qualité s'appliquant aux hautes écoles spécialisées et en normes de qualité s'appliquant aux filières d'études. Elles constituent le cadre minimal définissant de manière visible et transparente la dimension qualitative de l'accréditation. Les normes appliquées par les hautes écoles universitaires²⁷ ainsi que la pratique internationale²⁸ constituent le cadre de référence formel complété par les normes liées aux contenus spécifiques aux hautes écoles spécialisées. Fondamentalement, on distingue deux types de normes : d'une part les normes formelles (conditions liées aux structures et aux systèmes) définies par la Confédération et par les cantons, de l'autre, les normes liées au contenu. Alors que les normes formelles sont prescrites par le biais de la loi fédérale sur les hautes écoles

²⁷ Conférence universitaire suisse (CUS). Directives pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles universitaires en Suisse, Berne, 16 octobre 2003.

²⁸ European Association for Quality Assurance in Higher Education (ENQA) : Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area, Helsinki 2005.

Les autres documents sont les directives relatives à la Déclaration de Bologne, les Directives pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles universitaires en Suisse, les Standards en matière d'égalité dans les hautes écoles spécialisées de la CSHES et les standards EFQM (European Foundation for Quality Management, Fondation européenne pour la gestion de la qualité).

spécialisées et des décisions des organes compétents, les normes liées au contenu font référence au consensus spécifique qui s'est dégagé du groupe d'experts (pairs) des domaines d'études²⁹.

D'autres critères utilisés lors de l'accréditation découlent de la réforme de Bologne. En ce qui concerne la question de l'aptitude professionnelle, il convient, notamment dans le système échelonné des filières, d'opérer la distinction entre les études bachelor donnant droit à un *premier* diplôme visant l'exercice d'une profession et les études master complètes donnant droit à un *second* diplôme visant l'exercice d'une profession. On doit pouvoir distinguer aisément les différences de niveaux entre, d'une part, les cycles d'études bachelor et master et, d'autre part, les études master complètes et les études master à titre de formation continue.³⁰ Les « Dublin Descriptors » élaborés dans le cadre de la « Joint Quality Initiative » fournissent des indications utiles en matière de vérification des divers profils.

Les programmes (*curricula*) liés à l'offre d'études complètes doivent être conçus de telle sorte que les étudiants aient de bonnes chances d'exercer plus tard une profession correspondant à leur qualification. Conformément à ce mandat de formation, la haute école spécialisée déposant la demande d'accréditation doit rendre plausible le rapport entre les champs d'activité, le profil de qualification et le programme (*curriculum*) dans lequel est inséré ledit profil, sans que pour autant la forme de cette justification ne soit définie a priori. Des conditions trop rigides seraient contreproductives dans ce contexte. On constate en effet que l'orientation vers la profession peut varier selon le domaine d'études, selon l'orientation de la filière d'études ou selon les conditions liées à la politique du marché du travail. L'accréditation devrait, de ce fait, toujours reposer sur le principe qui veut que la haute école spécialisée présentant une demande d'accréditation non seulement décrive les normes spécifiques choisies par elle dans son auto-évaluation en vue de l'accréditation de ses filières, mais encore mentionne le système de référence retenu. L'agence mandatée pour l'accréditation met à la disposition du groupe d'experts les normes complémentaires spécifiques de la communauté scientifique (conférences techniques, associations de hautes écoles, etc.) et de la pratique professionnelle. De la sorte, tant l'atteinte des objectifs (*fit for purpose*) que l'adéquation des objectifs (*fit of purpose*) peuvent être évalués de manière appropriée et adéquate au niveau « haute école ».

²⁹ Lors de l'appréciation, les critères de l'expérience, du savoir et de la vérifiabilité intersubjective jouent un rôle déterminant.

³⁰ Voir à ce propos la convention passée entre la Confédération et les cantons sur le développement des filières sanctionnées par un diplôme master dans les hautes écoles spécialisées, Berne 2006 (projet de mars 2006 en procédure d'audition).